

Israël-Palestine : un seul Etat pour tous ?

Par Michelangelo Cocco

Israël-Palestine : deux Etats ou un Etat avec les mêmes droits pour tous ? La discussion n'est pas nouvelle, mais elle prend apparemment de l'ampleur, rapporte Michelangelo Cocco qui a participé à une conférence sur le sujet à Madrid.

Repartir de Madrid, mais en changeant de cap. Si en 91, s'étaient déroulées dans la capitale espagnole des rencontres entre l'OLP et les leaders israéliens qui devaient conduire à la naissance d'un état palestinien, aujourd'hui des universitaires et intellectuels s'y retrouvent pour relancer dans l'agenda politique le débat sur un état binational, une entité unique à l'intérieur de laquelle Israéliens, Palestiniens, juifs, arabes et chrétiens, auraient les mêmes droits de citoyenneté.

Organisé par la Universidad Nòmada, le cours « Palestine /Israël, un pays , un Etat » accueille la participation, entre autres, de l'historien Ilan Pappé, de la sud-africaine Virginia Tilley (sciences politiques) et d'Omar Barghouti, promoteur de la campagne palestinienne pour le boycott universitaire et culturel d'Israël. Nous en parlons avec Ali Abunimah, palestinien étasunien et auteur de « One country », publié en anglais chez Metropolitan Books.

Quelle est l'idée de base de votre « état unique » ?

L'état unique est une vieille proposition de l'OLP mais aussi de certains membres du mouvement sioniste avant la naissance d'Israël, comme le philosophe Martin Buber et l'ex-président de l'université hébraïque Judah Magnes. La nouveauté aujourd'hui se trouve dans la nécessité de remettre cette proposition au coeur de l'agenda politique. La réalité sur le terrain rend impossible le fonctionnement d'un état palestinien. En même temps, l'idée d'un état ethnique n'est plus soutenable : à 60 années de la naissance de l'état d'Israël, l'Etat juif a échoué à la fois à obtenir une légitimation de la part de sa population - je fais référence aux Palestiniens qu'il occupe et à ceux de l'intérieur des frontières d'état, qui représentent ensemble environ la moitié des habitants et deviendront rapidement la majorité des habitants - et à arrêter la résistance palestinienne. En outre, il est inacceptable moralement que dans un état les droits de citoyenneté dépendent de l'ethnie ou de la religion.

Vous parlez de nombreux éléments communs avec l'expérience irlandaise ...

Là aussi, tout a commencé avec une démarche coloniale qui a pris des caractères ethniques et religieux. L'Irlande du Nord a été créée en 1921 comme une partition de l'Irlande exactement pour créer un territoire où les protestants unionistes -qui étaient minoritaires dans toute l'île- représentent la majorité. Créer une majorité artificielle dans une partie de l'Irlande pour justifier et perpétuer le pouvoir de l'occupant. C'est à cela que nous assistons en Israël : la tentative de définir un état territorial où les juifs soient majoritaires.

Croyez-vous que les Israéliens soient prêts à accepter de diviser le pouvoir avec les Palestiniens ?

Il y a deux étapes à dépasser pour arriver à cette conscience. Primo : reconnaître ses difficultés à garder le pouvoir. Deuxièmement : il est nécessaire d'accepter de partager avec la

contrepartie. Les Israéliens ne sont en aucune manière prêts à ce dernier passage mais ils admettent qu'ils ont un problème de légitimation dans l'exercice du pouvoir et de sa conservation. C'est ce qu'on entend quand Tel Aviv parle de « menace démographique ». Un discours raciste : les palestiniens sont en train de devenir majoritaires, donc nous devons nous séparer pour garder l'état juif. Mais il s'agit en même temps de la reconnaissance qu'un état où le pouvoir est dans les mains de la minorité est illégitime. Et ils sont donc en train d'essayer de créer une situation -exactement comme les bantoustans sud-africains- où apparemment Israël ne gouverne pas les Palestiniens, dans lequel ceux-ci auraient un état « fantoche » sans pouvoirs et qu'ils n'aient ainsi pas de droits à demander à Israël.

A quel niveau de maturation en est ce débat chez les Palestiniens ?

Il s'élargit beaucoup, à la fois chez ceux qui vivent en Israël et ceux qui sont en Cisjordanie et à Gaza. Même les sondages de ces dernières années le montrent, entre 1/4 et 1/3 des Palestiniens de Cisjordanie et Gaza sont pour cette solution. Fait extraordinaire si on pense qu'aucun parti palestinien n'en fait la publicité. Dans le mouvement de solidarité international, pour qui le slogan des deux états est un mantra, en commence à prendre en considération l'état unique.

Et que fait-vous du Hamas, qui vise un état islamique ?

Le Hamas a pris beaucoup de distance avec son idéologie d'origine et n'a plus comme objectif un état islamique ; il n'est plus une simple émanation des Frères musulmans égyptiens. Il s'agit d'un mouvement en perpétuel changement, qui incorpore certains principes libéraux, comme le montre la déclaration en faveur de la liberté de la presse faite à l'occasion de la libération du reporter de la BBC Alan Johnston.

Source : Edition de jeudi 5 juillet de [il manifesto](#)

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

http://www.geostrategie.com/cogit_content/verbatim/SolutionuniqueenPalestineu.shtml

9 Juillet 2007